

<https://www.ricochets.cc/L-incendie-revolutionnaire-contre-la-carbonisation-de-la-planete.html>



L'incendie révolutionnaire contre la carbonisation de la planète

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 4 février 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés



Et il y eut de la grêle et du feu mêlés de sang, qui furent jetés sur la terre ; et le tiers de la terre fut brûlé, et le tiers des arbres fut brûlé, et toute herbe verte fut brûlée.

Apocalypse, 8-7

On est là, on est là

Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur,

On est là

chant des Gilets Jaunes

Crise de la gouvernamentalité

En 2001, après le G8 de Gênes, [j'avais publié un texte d'analyse](#) de ces journées. Évoquant celle du 22 juillet, marquée par une énorme manifestation dans laquelle des personnes de tous âges, souvent en famille, venues de toute l'Italie, criaient leur indignation après l'assassinat de Carlo Giuliani, j'avais été frappé par le comportement des forces de l'ordre, qui m'avait paru une véritable nouveauté :

« Couper en deux une manif pacifique de trois cent mille personnes, en grenader le coeur et s'acharner à arroser de lacrymos les manifestants refluant en désordre dans des ruelles est une pratique assez inattendue, qu'on imagine plutôt venir d'une dictature en crise. Quand j'ai vu les flics faire ça, j'ai eu bien plus la trouille que la veille au plus fort de l'affrontement : on avait l'impression qu'ils étaient capables de tout. De fait, à part tirer dans la foule, ils ont tout fait. » [1]

Attaquer sans motif particulier et avec une brutalité extrême une manifestation où voisinent toutes sortes de gens de tous âges, y compris des familles avec enfant, cette pratique qui me parut sur le moment si exorbitante, et si lourde de dangers de dérives autoritaires, est devenue depuis un an l'ordinaire du traitement des manifestations françaises, que ce soit celles des Gilets jaunes, ou celles, depuis plus d'un mois à ce jour, des opposants à la contre-réforme des retraites.

En s'appuyant sur des comparaisons historiques, des auteurs critiques du discours sécuritaire soutiennent qu'il n'est pas vrai que la violence augmente dans les sociétés contemporaines. Bien au contraire, affirment-ils, globalement, elle régresse. Il y a pourtant un secteur qui semble échapper à cette tendance. S'il y a bien un niveau de violence qui est en train de monter dans les sociétés contemporaines, c'est celle qui cible les contestations et les protestations populaires. En France, la police a fait autant de blessés graves dans la dernière année que dans les 20 qui l'ont précédée. En Irak, à Haïti ou au Chili, ce sont des escadrons de la mort qui s'en prennent aux opposants. A

Hong-Kong, les enlèvements et disparitions forcées alternent avec les déportations en Chine continentale. En Iran, le massacre pur et simple a écrasé la révolte de novembre.

Cette hausse du niveau de la répression trahit l'inquiétude des gouvernants et leurs difficultés à trouver des stratégies autres que répressives pour affronter l'ingouvernabilité croissante des populations. En particulier, la politique de la peur [2], qui a connu un immense essor après 2011, et qui est censée recréer une unité nationale contre un ou des ennemis largement fabriqués, ne parvient plus, souvent, à s'imposer. Par exemple, dans les manifestations-fleuves d'après l'attentat contre Charlie Hebdo, il y a eu la mise en scène spectaculaire d'un amour éperdu de la population pour « sa » police, avec des gens qui offraient des fleurs aux policiers, ou qui applaudissaient les tireurs d'élite sur les toits et Renaud, mauvais chanteur catalogué contestataire a écrit une chanson intitulée « j'ai embrassé un flic ». Or, à partir de 2016 et des manifestations contre la loi travail, on a commencé à crier le fameux slogan « tout le monde déteste la police ». Et avec la répression qui s'est abattue sur les gilets jaunes puis sur le mouvement contre la contreréforme des retraites, ce sont toutes les semaines des dizaines de milliers de gens qui reprennent ce cri.

L'Etat d'Urgence, instauré après les attentats du 13 novembre 2015 au Bataclan et ailleurs, entraînait notamment l'interdiction des manifestations. Cela n'a pas empêché qu'une première manifestation ait lieu 9 jours plus tard : prévue au départ en soutien aux migrants, elle avait été interdite mais elle se tint quand même et se transforma largement en manifestation contre l'état d'urgence. Puis, constatant que celui-ci s'appliquait principalement aux opposants à la Cop 21 qui devait se tenir durant cette période à Paris, nous avons, avec une dizaine d'intellectuels, lancé un appel public à braver l'état d'urgence [3]. violemment attaqué par la police, notre rassemblement de plusieurs milliers de personnes place de la République a pourtant prouvé que la politique de la peur n'allait pas réussir à étouffer la colère sociale : ce qui fut démontré l'année suivante avec les manifestations contre la loi travail et le mouvement des Nuits Debout. L'Etat d'Urgence n'a depuis été levé que pour laisser la place à son introduction dans la loi commune. Ses principales dispositions ont été si bien conservées que les policiers ont pu continuer, en dehors de tout contrôle judiciaire, à opérer des blitz nocturnes (portes défoncées, mise à sac de l'appartement, plaquage au sol et menottage de ses habitants par des policiers masqués et surarmés), contre des écologistes, des antifascistes, des opposants à la loi travail ou des gilets jaunes soupçonnés de violence en manifestation. Ce recul des garanties du droit n'a empêché ni le mouvement des gilets jaunes ni celui qui, commencé fin 2019, se développe encore et s'étend à de nombreux secteurs (santé, éducation, énergie...) à la date de rédaction de ce texte.

Le recul des garanties juridiques, s'ajoutant à l'essor sans précédent des violences policières, et à un acharnement judiciaire exorbitant contre les contestataires, met en pleine lumière le fossé qui va s'élargissant entre deux mondes, celui des institutions et des médias dominants, et celui de la vie quotidienne et des passions de larges secteurs de la population française (en Italie, il me semble qu'une telle fracture n'est aussi visible que dans la vallée de Susa ou du côté de Riace et quelques autres lieux).

Echec de la politique de la peur, échec des unions sacrées nationalistes. Exécuté en dehors de toute légalité internationale dont les Etats Unis se sont totalement affranchis depuis 2001, l'assassinat du boucher Soleimani par le boucher Trump pouvait faire craindre qu'une fois encore, comme cela a été le cas en Syrie, la guerre dévore la révolution. Après les centaines de tués de la répression des émeutes en Iran, et les funérailles du chef des Gardiens de la Révolution suivies par un million de personnes (chiffre au fond peu significatif, dans un pays de 82 millions d'habitants, où les capacités de mobilisation, y compris forcées, des milices du régime sont immenses), on pouvait craindre que l'union sacrée anti-américaine étouffe encore une fois l'insoumission de larges pans de la population, qui couve depuis deux décennies. Mais la destruction en vol, par erreur, d'un avion de ligne emportant les espoirs des familles bourgeoises américano-iraniennes a montré l'incurie du régime et entraîné des manifestations qui commencent à déborder du monde étudiant. On pouvait craindre aussi que l'affrontement sur le sol irakien des puissances américaine et iranienne y relance la rhétorique d'un grand Satan et les affrontements interconfessionnels, mais les manifestations irakiennes ont rassemblé chiites et sunnites dans le refus des ingérences. Sans sombrer dans une théorie du complot, quand on voit le caractère purement symbolique des

répliques de l'Etat iranien à l'assassinat de son proconsul, et le ton arrangeant adopté ensuite par Trump, on est porté à voir derrière ces gesticulations, outre le jeu traditionnel des puissances qui s'affrontent en évitant la guerre, un arrière-plan de mise au pas des populations, une manière de ramener les peuples de la zone (Iran, Irak, Liban) dans des logiques que les puissances étatiques et économiques savent maîtriser. Comme on le voit à cette heure, il n'est pas sûr que ça marche.

L'ère des soulèvements mondialisés

A la première vague d'insubordination des peuples, commencée avec les insurrections arabes et jamais vraiment retombée, succède déjà une nouvelle caractérisée par un approfondissement de la circulation des modalités de la révolte. Si Tahrir a étendu son influence sur la planète, de la Puerta Del Sol et Gezi Park, Madison, Sarajevo, jusqu'aux Nuits Debout françaises, c'est par la seule modalité de l'occupation des places. Mais nous voici entrés dans l'ère des soulèvements mondialisés. D'un bout à l'autre de la planète, gilets jaunes et lasers, applis et slogans, techniques du saccage et modes d'invasion pacifique, la grammaire de la révolte se partage toujours davantage. D'Alger à Santiago, de Bagdad à Hong-Kong, de Quito à Khartoum, de Conakry à Beyrouth, des millions de gens se sont mis en mouvement, des centaines de personnes sont déjà mortes et des centaines de milliers reviennent pourtant affronter les gaz et les balles. Un mot d'ordre multilingue est apparu, projeté sur la façade aveugle d'un gratte-ciel au Chili, ou bombé sur un mur à Hong-Kong : « Nous ne retournerons pas à la normale, car c'était la normale le problème ». La normale aujourd'hui, c'est la poursuite implacable, depuis 40 ans, de la mise aux normes pinocheto-thatchériennes des sociétés cependant que la planète brûle, que l'eau manque sur terre tandis que les mers montent et se vident de vie, que l'air devient de plus en plus irrespirable à Sidney, à Sao Paulo, à Mexico, à Pékin et à Delhi.

Les historiens du futur retiendront que les années 20 du XXIe siècles furent marquées par une deuxième vague de soulèvements multiples et multiformes, unifiés par leur ennemi : une normalité irrespirable.

On ne cherche pas à mettre sur le même plan l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid et les discussions byzantines sur la rédaction d'une nouvelle constitution place de la République à Paris, la geste héroïque de la résistance syrienne laïque et communaliste anéantie par les bombes et la torture, et le mouvement Occupy étatsunien, avec son étrange rituel de répétition par cercles concentriques du discours des orateurs démunis de micro et sa dispersion par les gaz au poivre.

Mais il faudrait être muni d'épaisses lunettes idéologiques pour ne pas voir d'étonnantes similitudes, par exemple, entre la naissance du mouvement des gilets jaunes contre une taxe sur le carburant et la révolte en Equateur contre la décision gouvernementale de mettre fin aux subventions publiques aux carburants ou celle de la rue iranienne contre l'augmentation de l'essence : dans un monde qui nous a tous rendus dépendants des énergies fossiles, la mauvaise administration de leur prix peut avoir les mêmes effets que, naguère, l'augmentation du prix du pain ; il faudrait être singulièrement aveugle pour ne pas remarquer les ressemblances entre les thématiques anti-corruption, du Monténégro (2012) à Djakarta et Alger (2019) en passant par Sarajevo (2014), Bucarest et Manikeng (2018), ou entre les questions posées par l'occupation de Gezi Park et celle des zad. Comment ne pas voir aussi la similitude des processus qui conduisent nombre de ces mouvements lorsque la revendication de départ a été plus ou moins satisfaite, à refuser de s'arrêter et à s'étendre même, en multipliant les revendications et en exprimant une remise en cause plus générale ? Ainsi du mouvement des gilets jaunes, passé du refus d'une taxe à la exigence de démission de Macron, ou de celui de Hong-Kong, passé de l'abrogation de la loi d'extradition au refus pur et simple du pouvoir de Pékin.

Mais la principale similitude qu'on peut repérer c'est dans la manière dont ces mouvements apparaissent et se

perpétuent malgré la répression. Leur spontanéité et leur inventivité va de pair avec leur distance à l'égard de la démocratie institutionnelle (quand elle existe), comme avec les organisations existantes censées prendre en charge les revendications du citoyen. Même quand les syndicats, comme en Bosnie ou en Equateur (ou en France pendant les manifestations contre la loi travail), sont en partie à l'origine de la mobilisation, on constate une dynamique d'autonomie et d'auto-organisation, plus ou moins achevée, et qui a plus ou moins le temps de se perfectionner. En même temps que cette dynamique, le répertoire des actions est presque toujours le même : occupation éphémère des rues, accompagnée parfois de celle plus durable des places, affrontements avec la police, jusqu'à l'émeute.

La création d'une autre temporalité que celle de l'économie et de l'Etat est aussi le point commun à tous ces mouvements. Leur capacité à persister sur de très longues périodes grâce à des rendez-vous réguliers spontanément fixés, vendredi ou samedi selon les aires culturelles, est une des caractéristiques qui force l'admiration tant elle exige de courage face aux exactions du pouvoir. A l'inverse des démobilisantes mobilisations syndicales suffisamment échelonnées pour éteindre la combativité, les rendez-vous réguliers permettent d'affirmer et de renforcer à chaque fois un peu plus la puissance du mouvement. Le seul fait que des milliers de gens continuent chaque semaine à se retrouver, obligeant le pouvoir à noyer de gaz les centres-villes, cette seule insistance à persister fait sentir à tout un chacun que rien n'est réglé. L'obstination ralentit le temps. En revanche, qu'elle soit l'explosion d'une colère trop longtemps contenue, ou réaction aux férocités de la répression, l'émeute l'accélère. La réussite des gilets jaunes aura été d'avoir su alterner accélérations et ralentissement, en utilisant la capacité d'intimidation de l'émeute pour obtenir des concessions, ce qui lui a donné d'autant plus de force pour durer.

Souvent la création et le maintien d'espaces de délibérations permet au mouvement d'imposer son propre rythme. Mais une autre forme d'épuisement le guette, quand la création des conditions d'une autonomie de la parole devient sa principale activité. Les Nuits Debout offrent un exemple caricatural de cette hypertrophie du débat, avec leurs interminables et vétilleuses discussions sur la procédure et un formalisme démocratique d'autant plus poussé qu'on ne faisait plus que cela : discuter. Des exemples réussis d'un équilibre entre actions et discussions sont sûrement à chercher du côté de Hong-Kong ou de la place Tahrir.

L'Empire n'est pas une construction politique pyramidale comme pouvaient l'être les anciens empires mais un entrelacs de réseaux de puissances dont chacune n'exerce pas forcément son emprise aux mêmes niveaux ni de la même manière que les autres. Il en découle que ce à quoi se heurtent les rebelles est infiniment plus complexe qu'un pouvoir étatique ou un impérialisme à l'ancienne. Les patrons du CAC 40 qui, effrayés par la mise à sac de leurs beaux quartiers, ont téléphoné à Macron pour lui demander de lâcher du lest aux gilets jaunes appartiennent à cette hyperbourgeoisie mondiale dont les activités n'ignorent pas les frontières mais en jouent pour leur plus grand profit. L'acharnement à crever les yeux, brûler les poumons, briser et emprisonner les corps, auxquels, une fois le temps de l'affolement passé, les gilets jaunes se sont heurtés, la bride lâchée alors aux instincts fascisants des policiers et aux réflexes de classe des juges, tout cela ne découle pas tant de la personnalité psychorigide du président, que du caractère impératif de la mission dont il a été chargé par une classe planétaire : achever la mise aux normes néo-libérales de la France. Après avoir fait surgir Macron du néant, c'est-à-dire du vivier des innombrables nullités formatées par les écoles de commerce, l'hyperbourgeoisie mondialisée pourrait fort bien, par quelque opération médiatico-judiciaire aussi miraculeuse que celle de son avènement, le renvoyer à son néant. C'est la conscience de cette fragilité qui explique sans doute les aspects baroques du personnage, sa compulsion à insulter, son extrême arrogance, le même genre de conscience étant sans doute aussi à l'origine des comportements erratiques d'un Trump ou d'un Bolsonaro.

Pour toutes celles et tous ceux qui, de par le monde, se révoltent contre ce fait que, décidément, argent et pouvoir ont un peu trop tendance à ruisseler vers le haut, il y a une difficulté majeure : identifier, au-delà de la figure d'un leader plus ou moins folklorique, l'ennemi ultime. Ainsi la Commune de Quito, en prenant pour cible le parlement et le président, s'est-elle arrêtée, tout comme les gilets jaunes, à l'exécutant zélé d'une politique mondiale décidée ailleurs depuis des décennies. Moreno a fait des concessions mais le cours néolibéral qu'il incarne ne s'arrêtera pas tant que son opposition ne sera pas comme lui, sans frontières.

Contre l'ennemi unique, la multitude des mondes

L'Internationalisme reposait sur un double arrimage, à la condition ouvrière et aux Etats nations. A présent que l'évolution du travail rend toujours moins soutenable l'idée (qui a toujours été fausse) selon laquelle existerait un groupe social qui, de par sa position dans la société, serait seul à même de renverser le capitalisme, à un moment de l'histoire où les Etats ne représentent plus qu'une échelle parmi d'autres dans le réseau des puissances, la volonté de donner une portée universelle aux innombrables manifestations à l'origine d'une crise mondiale de la gouvernamentalité ne peut pas prendre le visage d'une Internationale.

Tenter d'organiser dès à présent une coordination des révoltes n'aboutirait qu'à créer une caricature néo-léniniste, une micro-bureaucratie sans prise sur le réel, une ONG de plus. Ces dernières années, on a constaté la difficulté à faire converger sur le territoire national des luttes qui poursuivent chacune leur propre but : la liberté de circuler pour les sans-papiers et la fin des exactions policières dans les quartiers populaires, la bataille contre le réchauffement climatique et celle contre le nucléaire, le combat contre les pollutions de telle usine ou contre la fermeture de telle autre (ou de la même !), l'opposition aux grands projets inutiles et imposés. Répéter au niveau mondial le mantra de la convergence des luttes signifierait seulement mondialiser la défaite.

Comment ne pas se réjouir de voir des manifestants revêtir un gilet jaune, de la Belgique à l'Irak, de voir apparaître des parapluies dans les manifs du samedi et d'entendre une prise de parole au nom du mouvement de Hong-Kong lors d'une action menée par Extinction Rébellion de concert avec quelques autres collectifs comme le comité Adama, Cerveaux Non Disponibles et encore et toujours des gilets jaunes ? Il est certes excellent que les oppositions à travers le monde s'adressent des signaux de complicité, et au-delà, on peut souhaiter qu'elles se connectent toujours plus, qu'elles cherchent des alliances entre elles et avec tout ce qui combat les effets destructeurs de la civilisation de l'Empire. « Fin du monde » et « fin du mois » : la jonction des deux thèmes signale la naissance d'une conscience collective susceptible de désigner enfin, au-delà des gouvernants et des puissances impériales, l'ennemi ultime : le développement capitaliste.

Une pratique commune est-elle possible contre l'ennemi ultime ? Qu'y a-t-il de commun entre l'imaginaire et la vie quotidienne des rebelles de Hong-Kong qui dans leur majorité nourrissent bien des illusions sur les vertus de la démocratie capitaliste, et ceux des papous, qui constatent les dégâts que celle-ci inflige à leur sol, leurs liens communautaires et leur culture ? Le monde d'un chômeur irakien est très loin de celui d'un noir américain qui clame que sa vie compte, et il n'est guère plus proche de celui des Algériens lassés de leur kleptocratie. Il me semble que pour l'heure, la principale pratique possible, est celle de l'échange, du contact entre les mondes.

Oui, nous avons un ennemi commun. Mais cette généralité-là sera d'autant plus forte qu'elle aura été vécue de mille manières singulières, suivant les lieux et les moments. Avant de chercher à tout prix un discours unificateur, il me semble que la première tâche est d'approfondir les singularités, y compris celles qui ne sont pas immédiatement compatibles entre elles. A chacun, d'ores et déjà, là où il est, c'est-à-dire à partir de sa propre réalité non seulement spatiale mais aussi sociale-historique, de prendre parti dans ce qui s'annonce comme la querelle décisive de ce début de millénaire, celle qui oppose nos utopies à un ordre capitaliste qui entend gérer jusqu'à la fin la catastrophe qu'il engendre. Plus nous serons singuliers, plus nos rencontres seront riches, et plus aura de sens l'élaboration collective de stratégies communes pour réaliser ce qui est désormais le projet révolutionnaire de notre temps : rendre le monde respirable.

Ce qui donne en grand partie sa force au mouvement actuel, c'est sa giletjaunisation. La base syndicale qui est le coeur battant du mouvement, qui a empêché les syndicats de l'enfermer dans le rituel des manifs mensuelles, tire sa combativité d'aujourd'hui à la fois de l'échec des précédentes mobilisations et de l'exemple des gilets jaunes. Une partie de la base syndicale était gilet jaune. Beaucoup de syndicalistes qui se trouvaient sur les rond-points et ils y ont constaté à la fois le courage et la persévérance du mouvement, et le fait qu'il a réussi à ébranler le pouvoir

L'incendie révolutionnaire contre la carbonisation de la planète

macronien. Aujourd'hui, dans les manifestations, y compris sous les banderoles des syndicats, on chante non pas l'Internationale, mais les chants que les gilets jaunes ont créé à partir de ceux des supporters de foot. Ce rôle éminent des clubs de supporters, on le retrouve d'ailleurs de l'Égypte à l'Algérie et partout où ils furent le dernier refuge d'une créativité populaire non domestiquée.

Le plus célèbre de ces chants a pour refrain : « On est là, on est là, même si Macron ne le veut pas », exprimant ainsi la conscience que la simple affirmation de la présence est subversive. On est là où on ne devrait pas être, on est là où on veut pas qu'on soit, et cette affirmation magnifique n'a pas fini de produire des effets.

Ce texte a été écrit entre le moment où des professeurs de Clermont-Ferrand ont jeté leurs manuels par-dessus les grilles du rectorat tandis qu'au centre de déchet d'Ivry, le plus grand de la région parisienne, les grévistes résistaient à l'attaque de la police et soudaient le portail d'entrée, en même temps que les personnels hospitaliers de l'hôpital Saint Louis à Paris jetaient leurs blouses blanches devant le directeur venu leur présenter ses vœux (reprenant le geste des avocats de Caen devant la ministre de la justice), et le moment où le rectorat de Paris a été envahi par le Black Prof, regroupement d'enseignants en lutte auxquels s'étaient joints des grévistes de toutes les branches. La circulation des trains n'est toujours pas revenue à la normale, pas plus que le métro parisien. De très nombreux terminaux de port, entrepôts et raffinerie, dépôts de bus et de cars ont été ou sont encore bloqués. Les cheminots et les employés du métro en sont à leur 42e jour de grève. Honneur à elles et eux,

la lutte continue !

Serge Quadruppani

Post-scriptum :

[1]http://quadruppani.samizdat.net/spip.php?article6&var_recherche=G%EAnes%202001

[2] Cf S. Quadruppani, *La Politica della Paura*, Lantana 2013 trad. M. Loria, pref.. Wu Ming 1

[3]

<https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/271115/bravons-letat-durgence-retrouvons-nous-le-29-novembre-place-de-la-republiqu>